

Opération rachat

Vincent Huguex

L'Express, 23 juin 1994, page 51-25

Rivalisant d'ardeur, Matignon, l'Elysée et le Quai d'Orsay comptent bien envoyer une « force de protection humanitaire » sur la frontière zaïro-rwandaise. Une mission à haut risque. Car les rebelles du Front patriotique, craignant que nos troupes ne viennent encore une fois sauver la mise des assassins hutu, promettent de les traiter en ennemies.

Au pire, c'est un écran de fumée. Au mieux, un tardif acte de contrition. Tardif et hasardeux. Lasse des procès que lui valent ses errements rwandais, la France se drape dans la toge des artisans de la paix. Elle somme le Conseil de sécurité, réticent malgré l'aval du secrétaire général, Boutros-Ghali, de lui accorder « tous les moyens nécessaires » pour porter secours aux civils traqués par des miliciens ivres de tueries. Et, dans l'attente du feu vert onusien, entreprend d'expédier aux frontières d'un Etat moribond une « force de protection humanitaire » d'environ 2 000 hommes. A ce jeu-là, l'Elysée, Matignon et le Quai d'Orsay rivalisent d'ardeur. Quitte à balayer les objections de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des forces armées, peu enclin à risquer des troupes dans un tel borborygme. Certes, il ne s'agit que d'ouvrir la voie, d'anticiper le déploiement des renforts de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), acquis en principe depuis le 17 mai, mais sans cesse différé tant il paraît ardu de réunir les 5 500 Casques bleus et l'équipement requis. Et, si Paris préconise une intervention sous commandement tricolore, c'est à titre transitoire, tant que la mission « ne sera pas en mesure de mettre en œuvre son mandat ». Reste à savoir si les éléments de l'« opération Turquoise » passeront ensuite sous l'autorité du commandant de la Minuar, le général Roméo Dallaire. Lequel, privé de matériel et de mandat, enrage

de voir des gangs de criminels humilier son maigre détachement.

Dénoncée par une vingtaine d'ONG, récusée le 21 juin par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'initiative française se heurte à maints écueils. Les rebelles tutsi du Front patriotique rwandais (FPR), maîtres des deux tiers du pays, récusent avec véhémence toute intrusion de la France, coupable à leurs yeux d'avoir armé et entraîné les massacreurs hutu. Paris, accusent-ils, « vole ainsi au secours des bourreaux aux abois ». Et son offre rappelle fâcheusement les épisodes d'octobre 1990 et de février 1993, lorsque des « conseillers » bien de chez nous, patrons de facto de l'armée régulière, entravèrent la percée des maquisards venus d'Ouganda, sauvant du naufrage le régime du défunt président Juvénal Habyarimana.

Les soldats français, prévient le FPR, seront tenus pour ennemis et traités comme tels. L'heure est à la mobilisation générale. Conscient du passif, Alain Juppé s'évertue à « convaincre » la rébellion de la pureté des intentions de Paris. Tâche ingrate que celle de l'ambassadeur de France à Kigali, Jean-Michel Marlaud, promptement évacué aux premières heures de la boucherie, renvoyé sur place pour renouer le dialogue. Et ostensiblement boudé par Paul Kagame, chef militaire des rebelles.

Il lui faudra surmonter une méfiance qu'atteste non seulement l'intense offensive menée par le Front sur le centre de la capitale ou les villes de Butare (sud) et Kibuye (ouest), bastions des Forces armées rwandaises (FAR), mais aussi le bouclage de l'aéroport de Kigali, hérissé de chevaux de frise par crainte d'une irruption de l'« ennemi » par la voie des airs. On voit mal, dans ces conditions, comment l'intervention française pourrait demeurer « strictement humani-

taire ». Alors même que ses promoteurs invoquent, au nom du chapitre 7 de la Charte des Nations unies, le droit de recourir à la force.

En butte à l'hostilité de la guérilla, les « casques bleu-blanc-rouge » devront, en outre, compter avec l'embarrassante sollicitude que leur témoignent les soldats gouvernementaux et leurs supplétifs. Imagine-t-on nos militaires accueillis en héros par les dingues de la machette ? Puis escortés jusqu'aux enclaves où survivent des Tutsi reclus et terrifiés ? Faute d'accéder aux zones sous contrôle FPR, notre contingent risque de cantonner son action au « Hutuland » de l'Ouest rwandais. D'autant qu'il sera stationné – handicap de taille – à la frontière zaïroise. En clair, chez Mobutu, allié fidèle du pouvoir hutu déchu. Là où transitaient, il y a peu, via Goma, d'imposantes cargaisons d'armes acheminées par avion et destinées aux rescapés du clan Habyarimana. Là aussi où les « escadrons de la mort » anti-Tutsi ont établi leur base arrière. La France aura de la sorte réussi un tour de force : réhabiliter Mobutu, hier persona non grata dans l'Hexagone, désormais promu au rang de médiateur, puis de partenaire...

En quête d'associés, Paris mesure l'isolement que lui vaut son parti pris. Témoin le peu d'empressement que manifestent les alliés européens. Seule l'Italie paraît disposée à engager des troupes, sous réserve d'un blanc-seing de l'ONU. Tandis que d'autres capitales promettent un appui logistique. Imitant ainsi les Etats-Unis, durablement traumatisés par la déroutante somalienne. Quant à la Belgique, honnie par les gouvernementaux rwandais, elle refuse de s'aventurer dans son ex-colonie. D'autant que dix de ses Casques bleus ont été assassinés en avril. Les « amis africains » ? Hormis le Sénégal, aucun n'avait confirmé, le 21 juin, sa participation. Même si François Mitterrand évoque, sans les nommer, « deux ou trois pays » du continent noir. Maigre moisson.

La France a-t-elle changé de cap ? Aurait-elle entrevu sur le tard les impasses où mène le soutien obstiné à des régimes tentés, pour durer, d'attiser le feu ethnique ? On aimerait le croire. Les experts des affaires africaines voient même pâlir l'étoile des procureurs les plus militants du Front patriotique, mouvement relégué au rang de fer de lance du complot anglo-saxon contre le pré carré français. A commen-

cer par le général Jean-Pierre Huchon, chef de la mission militaire du ministère de la Coopération. Reste que de telles obsessions ont la vie dure. Que toute tentative d'assainissement achoppe sur la puissance occulte des « réseaux d'influence », tissés de vieilles amitiés et de tractations inavouables. Reste, enfin, que Paris, obsédé par la stabilité du continent noir, persiste à préférer la restauration de pouvoirs autoritaires aux aventures démocratiques. Pour preuve, le triomphe du statu quo au Zaïre, au Cameroun ou au Togo. Il ne faut pas, dit-on, lâcher la proie pour l'ombre...